



## L'Allemagne et la France proposent une alliance militaire de l'UE avant le sommet post-Brexit

Par [Alex Lantier](#)

Mondialisation.ca, 14 septembre 2016

[WSWS.org](http://WSWS.org)

Région : [L'Europe](#)  
Thème: [Militarisation](#)

Dans la période préparatoire du sommet de l'Union européenne (UE) à Bratislava vendredi prochain, Berlin et Paris font pression pour transformer l'UE en une alliance militaire capable d'opérations de grande envergure à l'étranger ou sur le front domestique.

Une proposition de six pages, rédigée par les ministres de la Défense de l'Allemagne et de la France, Ursula von der Leyen et Jean-Yves Le Drian, a été montrée aux journaux *Süddeutsche Zeitung* et *Le Figaro*. Ses objectifs sont d'utiliser la sortie de l'UE de la Grande-Bretagne, qui, comme les États-Unis, s'est traditionnellement opposée à des alliances militaires européennes séparées de l'OTAN, afin d'intégrer les forces armées des pays restants de l'UE. Les pays de l'UE ont éjecté la Grande-Bretagne de la réunion de Bratislava, qui est donc techniquement un sommet « informel » de l'UE.

La Chancelière allemande Angela Merkel et le Président français François Hollande ont lancé des discussions sur cette proposition au début de juillet, juste après le vote Brexit. Selon *Le Figaro*, le document déclare : « Il est grand temps de renforcer notre solidarité et les capacités européennes de défense afin de protéger plus efficacement nos frontières et les citoyens de l'UE [...] Compte tenu du fait que le Royaume-Uni a décidé de quitter l'UE, nous devons désormais agir à vingt-sept [états restants] ».

« Pendant de nombreuses années, la coopération [militaire de l'UE] a échoué face à l'opposition des États-Unis, qui craignaient qu'elle soit en concurrence avec l'alliance de l'OTAN », a écrit Stefán Kornelius dans le *Süddeutsche Zeitung*. « Le Brexit a changé cette situation d'un seul coup. Il n'y aura pas plus d'opposition de la Grande-Bretagne, même si elle appartient toujours officiellement à l'UE. Deux États ont soudainement vu leur chance : l'Allemagne et la France laissent leurs ambitions émerger et jouent le rôle de l'avant-garde. »

Les objectifs de Berlin et Paris sont tout à fait réactionnaires. Sidérée par le Brexit et l'impopularité profonde du programme d'austérité sociale de l'UE dans la classe ouvrière, la classe dirigeante européenne tente de maintenir l'UE ensemble en l'armant jusqu'aux dents contre ses ennemis à l'étranger et contre la classe ouvrière dans son sein.

Le document de von der Leyen et Le Drian attribue la responsabilité de la planification des opérations militaires de l'UE à l'Eurocorps, une unité conjointe rassemblant déjà des troupes allemandes, belges, françaises, italiennes, luxembourgeoises et polonaises, qui a son siège à Strasbourg. Il réclame également un commandement médical conjoint de l'UE, des installations logistiques et des programmes de formation des officiers, ainsi que la création

d'un quartier général militaire unifié de l'UE.

Il propose d'unifier les industries de la défense de l'UE dans le développement de technologies clés. « L'objectif est d'éviter que des partenaires européens soient tentés d'acheter des systèmes « sur étagères », principalement aux États-Unis, entamant l'autonomie stratégique de l'UE, » écrit *Le Figaro*. « Les efforts devraient concerner quatre capacités majeures, citées par le rapport : ravitaillement en vol, communication satellitaire, cybersécurité, drone MALE. »

Cela dément les assertions de von der Leyen et Le Drian que leur proposition concerne la défense des frontières. Ces technologies permettent des capacités militaires – telles que le bombardement stratégique, la reconnaissance à longue distance, la guerre informatique et l'assassinat par drone – qui sont inutiles pour les opérations de sécurité frontalière de routine. Elles sont essentielles, cependant, pour mener des guerres agressives de conquête coloniale comme l'invasion illégale de l'Irak menée par les États-Unis en 2003, ou des guerres avec d'autres grandes puissances mondiales.

Les travailleurs en Europe et au-delà n'ont rien à gagner à de telles politiques, comme les deux dernières décennies ont montré où Washington et ses alliés ont dépensé des milliards de dollars sur les guerres néocoloniales de l'Afghanistan à l'Irak et l'Afrique qui ont coûté des millions de vies. Dépenser des milliards d'euros afin de rivaliser militairement avec l'impérialisme américain ruinerait un continent qui est déjà dévasté par près d'une décennie d'austérité profonde. Alors que les tensions dégénèrent entre l'OTAN et la Russie en Syrie, en Ukraine et dans toute l'Europe de l'Est, cela ouvrirait la voie à une guerre qui mettrait en péril la survie même de l'humanité.

Le danger d'une nouvelle guerre mondiale entre puissances nucléaires est ouvertement discuté dans les cercles dirigeants. En avril, le *Telegraph* britannique a publié un article intitulé : « Voici comment la Troisième Guerre mondiale pourrait commencer demain. »

« Comme par le passé, il est parfaitement possible qu'une troisième guerre mondiale puisse commencer par un petit événement, ou même par accident, » écrivait-il. « En effet, le ciel de la Syrie commence à devenir dangereusement encombré, avec des jets russes volant près des avions américains vers les cibles de bombardements, et croisant le fer avec les défenses aériennes de l'OTAN en Turquie voisine. Il pourrait peut-être arriver en mer, quand un navire japonais ou américain se heurterait à un homologue marine chinois au milieu des récifs du Pacifique qui sont militarisés dans le cadre de la course aux armements actuelle en Asie. »

Les propositions de von der Leyen et Le Drian indiquent que les autres États de l'UE se préparent également à une telle guerre – et, aussi, à réprimer violemment l'opposition dans la classe ouvrière sur le plan domestique.

Les travailleurs européens sont des cibles clés des petites cabales qui élaborent la politique de l'UE, et qui craignent la colère sociale de masse. Dans ses « Perspectives pour la défense européenne 2020, » l'Institut d'études de sécurité de l'Union européenne a carrément déclaré qu'une tâche clé de l'action militaire de l'UE est la « protection des riches de ce monde contre les tensions et les problèmes des pauvres. »

« Comme la proportion de la population mondiale qui est pauvre et frustré continue d'augmenter, les tensions entre ce monde et le monde des riches vont augmenter, » a-t-il

déclaré, en ajoutant : « La technologie fait du monde une petite ville qui se trouve à la veille d'une révolution. Alors que nous devons faire face à une strate supérieure de plus en plus intégrée, nous sommes en même temps confrontés à la montée des tensions explosives dans la strate inférieure la plus pauvre. »

Cela a déjà trouvé une expression concrète en France. Des dizaines de milliers de soldats et de policiers antiémeute sont dans les rues sous l'état d'urgence décrété après les attaques terroristes du 13 novembre 2015 à Paris. Le PS a utilisé l'état d'urgence comme prétexte pour attaquer violemment des manifestations de masse contre sa Loi travail profondément impopulaire, qui impose des coupes sociales draconiennes aux travailleurs.

Quand les grandes puissances de l'OTAN cherchent à s'armer jusqu'aux dents, elles élèvent les tensions entre elles à des hauteurs explosives. La dernière fois que l'UE a poussé agressivement pour une capacité militaire indépendante des États-Unis - en appelant dans les années 1990 et au début des années 2000 à un monde « multipolaire » après la dissolution stalinienne de l'URSS - des conflits amers ont éclaté avec Washington.

Lorsque les responsables français et allemands se sont opposés à l'invasion américaine de l'Irak, cela a plongé les relations avec Washington dans une crise historique. La Conseillère à la Sécurité nationale américaine d'alors, Condoleezza Rice, avait proposé de « punir la France, ignorer l'Allemagne, pardonner la Russie. »

De manière significative, la poussée actuelle pour une politique militaire de l'UE qui soit indépendante intervient au milieu de tensions profondes entre Washington et l'Europe. Il y a deux semaines, les hauts fonctionnaires en Allemagne et en France ont appelé à une suspension indéfinie des négociations commerciales avec les États-Unis. Hier, le Président français François Hollande a saisi l'occasion du 15<sup>e</sup> anniversaire des attentats terroristes du 11 septembre pour livrer une attaque inhabituelle sur la politique de guerre des États-Unis.

Sur sa page Facebook, il écrit : « Les réponses que l'Administration américaine a apporté à ces attaques planifiées de l'intérieur et exécutées de façon méthodique, loin d'éradiquer la menace, l'ont élargie à un plus vaste espace. Et notamment en Irak. » La France « a refusé légitimement de se joindre à l'intervention, et l'a même condamnée », a poursuivi Hollande, mais « elle n'en a pas moins été victime des conséquences du chaos qu'elle a engendré. »

Tandis que les tensions entre l'UE et les États-Unis sont en train d'éclater, le projet d'alliance militaire de l'UE est lui-même parcouru par des contradictions explosives. Trois fois, au cours des 150 dernières années, l'Allemagne et la France ont combattu l'une contre l'autre dans de grandes guerres, et l'émergence de Berlin comme puissance hégémonique de l'Europe, entraînant la formulation des politiques d'austérité de l'UE à travers tout le continent, a élevé les tensions entre les puissances de l'UE à des hauteurs sans précédent.

Le *Süddeutsche Zeitung* a exclu la possibilité que l'UE puisse décider conjointement d'une action militaire : « Sur une intervention militaire, et sur les questions de vie ou de mort, la souveraineté nationale est sacrée pour tous les États de l'UE, y compris pour l'Allemagne et son parlement ».

Le Général italien à la retraite Vincenzo Camporini, a dit au site web *Defense News* qu'il doutait que la France soumette pleinement ses forces militaires nucléaires, et, en particulier, le seul arsenal nucléaire légalement déclaré de l'UE post-Brexit, à l'approbation de l'UE. L'opposition britannique à une armée de l'UE a permis à d'autres États européens

de traîner les pieds, a-t-il dit : « Maintenant, l'excuse n'est plus là ; qui est prêt à aller de l'avant ? Je crois que les Allemands sont prêts, même si je doute de la France en raison de sa force de dissuasion nucléaire. Sera-t-elle partagée ? C'est une question politique très délicate ».

**Alex Lantier**

Article paru d'abord en anglais, WSWWS, le 13 septembre 2016

La source originale de cet article est [wsws.org](http://wsws.org)  
Copyright © [Alex Lantier](http://wsws.org), [wsws.org](http://wsws.org), 2016

---

Articles Par : **[Alex Lantier](#)**

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)